

VITALY NAUMKIN

Directeur scientifique de l'Oriental Studies Institute, membre de l'Académie des sciences russe

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Nous allons maintenant donner la parole à Vitaly Naumkin car tout le monde reconnaît aujourd'hui que la Russie a une longue expérience de ces problèmes, lesquels remontent aux années 1970 et 1980, voire à une date antérieure. Par ailleurs, tout le monde reconnaît aujourd'hui l'importance d'une certaine forme de coopération, pour ne pas dire d'alliance, avec votre pays.

Vitaly NAUMKIN, directeur scientifique de l'Oriental Studies Institute, membre de l'Académie des sciences russe

Je tiens tout d'abord à présenter mes condoléances au peuple français et mes remerciements à l'Égypte qui a paré les pyramides des couleurs des drapeaux de la France, mais aussi du Liban et de la Russie. Il est clair que la situation au Moyen-Orient est alarmante du fait de la menace terroriste et de nombreux autres facteurs. Nous n'ignorons rien des soulèvements et des griefs populaires qui ont conduit aux révolutions arabes, mais il existe d'autres éléments alarmants. Il est clair que le monde arabe est un ensemble de sociétés profondément divisées qui sont confrontées à une profonde crise d'identité et à une remise en cause du concept d'État-nation. Certains analystes dans la région parlent même, entre autres, de la fin du système Sykes-Picot. Je ne partage pas tout à fait cet avis, mais il n'en demeure pas moins que la crise est réelle et que nous devons agir.

Nous devons réfléchir à l'avenir du Moyen-Orient non seulement à travers le prisme du terrorisme et de l'extrémisme, mais également à travers le prisme de cette crise qu'il est urgent de résoudre. Nous avons plusieurs États en déroute, en particulier la Libye, le Yémen, la Syrie et dans une certaine mesure l'Irak. Je suis favorable à une solution globale des crises syrienne et irakienne car j'ai bien peur que le seul règlement de la crise syrienne ne suffise pas à pacifier cette région du monde. La situation actuelle est extrêmement préoccupante. D'importantes zones de la Syrie et de l'Irak sont sous la coupe de l'État islamique qui est non seulement une organisation terroriste, mais également un nouveau concept de construction de la nation que nombre de personnes peuvent trouver séduisant.

Nous aurons beau répéter à l'infini que cela n'a rien à voir avec l'Islam, que l'Islam est une bonne religion, que toutes les religions sont bonnes et que l'Islam bien sûr est une religion formidable, tout ceci sera de peu de poids face à l'État islamique qui présente des interprétations exclusivistes de l'Islam. Il n'y a pas beaucoup de forces en présence dans le monde musulman, et la Russie en fait partie car elle compte 20 millions de musulmans, la plupart sunnites. Parfois, ceux qui enseignent l'Islam ne peuvent pas combattre ces interprétations exclusivistes de l'Islam. Soyons justes – si nous disons que 300 000 personnes ont été tuées, il convient de préciser que la moitié sont des islamistes et l'autre moitié des militaires de l'armée syrienne et des personnes fidèles au régime, en particulier des alaouites. N'oublions pas que durant les dix années de présence des forces de la coalition en Irak, près de 600 000 personnes ont été tuées. Il faut garder ce chiffre à l'esprit. Je n'accuse personne mais il était très difficile pour les forces de la coalition de protéger ces personnes. N'oublions pas que sur les deux millions de chrétiens, il n'en reste plus qu'un dixième, soit à peine plus de 200 000.

C'est une véritable tragédie et nous ne devons pas l'oublier lorsque nous discutons de solutions de paix et de coexistence. Veuillez m'excuser de sauter ainsi d'un sujet à l'autre, mais nous devons également parler du processus de Vienne qui est très prometteur. Il est la preuve que nous pouvons travailler ensemble si nous consentons à faire des concessions, mais c'est encore difficile, même si nous sommes tous d'accord sur la nature du futur État syrien. Il est laïc, mais de nombreuses forces au sein de la société syrienne sont contre cette vision laïque de l'État. Nous parlons des droits des minorités ethniques, et d'ailleurs, notre président, dans son récent discours sur la Syrie, a également évoqué les droits des minorités ethniques et religieuses, mais les nationalistes arabes, qui représentent une

part très importante de la société syrienne, y compris les forces du régime, sont contre cette vision. Ils disent que la Syrie est un Etat unitaire, ce qui signifie qu'il n'y a pas de minorités ; ce terme ne doit pas être utilisé, uniquement le terme « mukawwinat » qui signifie « composantes ».

Lorsque j'ai présidé les discussions informelles inter-syriennes à Moscou en janvier et avril, il y a eu un débat animé entre les Kurdes, qui revendiquaient leur autonomie au sein de la Syrie, et la délégation gouvernementale soutenue par quelques groupes d'opposition. Il n'est pas aisé de trouver une solution à ce problème, mais la Syrie sera soit un Etat hautement centralisé, comme cela a été le cas toutes ces années, soit un Etat décentralisé. A eux d'en discuter bien sûr, et le groupe de contact aura un rôle à jouer.

J'aime d'ailleurs cette notion de groupe de contact. Cela a fonctionné avec le programme nucléaire iranien ; nous avons grandement besoin d'en créer un sur la Libye car l'institution du haut représentant et du secrétaire général ne fonctionne pas bien, avec tout le respect dû à l'ambassadeur Bernardino Leon. C'est du moins mon avis. Le processus est prometteur, même si on tient compte des difficultés à définir les organisations terroristes ; nos amis français et nous-mêmes savons qui sont les terroristes, mais cela reste problématique lors des négociations ; par exemple, il y a deux jours, je suis rentré des EAU et pour eux le Hezbollah est un groupe terroriste, tandis que pour les Turcs, ce sont le PYD et les YPG, qui sont soutenus par les Américains et les Russes. Les Egyptiens, eux, considèrent les Frères musulmans comme des terroristes. Comment gérer cela ? Je l'ignore. Il existe une solution, mais il va falloir beaucoup de patience, une grande habileté diplomatique et une réelle volonté de faire des compromis afin de parvenir à une solution adéquate.

Pour en revenir aux idées qui ont été évoquées ici, je suis d'accord sur le fait que nous pouvons trouver des solutions à la crise des quatre Etats en déroute. Cependant, vu la remise en question du concept d'Etat-nation, il sera très difficile de l'adapter aux nouvelles réalités, que les frontières changent – ce qui pour certains semble inévitable – ou qu'elles demeurent inchangées. Beaucoup parlent de la création d'un Etat kurde indépendant, dans un pays ou, plus probablement, dans plusieurs pays. Nous sommes tous conscients de ce fort désir d'indépendance et nous pouvons voir que des entités quasi-indépendantes existent déjà dans au moins deux Etats, l'Irak et la Syrie. Que va-t-il advenir d'elles ? Pouvons-nous envisager le maintien d'un Etat unitaire sous les auspices d'un ordre constitutionnel fédéral ou quelque chose d'autre ? Je ne sais pas, mais il faudra faire preuve de beaucoup de patience et de créativité.

Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut mettre un terme à la violence en Syrie. Mais comment s'y prendre ? Les participants rassemblés à Vienne souhaitaient l'instauration d'un cessez-le-feu national. Mais beaucoup doutent que cela soit possible avec ces groupes terroristes dispersés à travers le pays, bien que nos partenaires américains, en particulier le secrétaire Kerry, soulignent l'importance de ce cessez-le-feu national. Nous avons soutenu cette proposition, même si nos experts ont de sérieux doutes quant à la possibilité d'obtenir un cessez-le-feu, et je ne suis pas certain par ailleurs que des cessez-le-feu locaux puissent être imposés. Il est certain en revanche que ces visions exclusivistes de l'Islam présentées par ces terroristes, en particulier par l'Etat islamique ou Daech et d'autres groupes, constituent une véritable menace car elles ont de nombreux partisans.

Cette menace est très importante pour la Russie car pas moins de 2 500 djihadistes sont partis combattre dans les rangs de Daech et pas moins de 4 000 djihadistes d'Asie centrale ; s'ils survivent à la guerre, c'est une véritable armée qui pourrait retourner en Russie ; le retour de ces djihadistes pose également problème en France et dans d'autres états européens. Ils célèbrent leurs attaques terroristes et, sur leurs réseaux sociaux, ils disent qu'ils ont réussi à changer l'Europe ; et ils en sont fiers.

Dernier point. Il est important de comprendre ces réalités sur le terrain et les mentalités de ces terroristes, comprendre pourquoi ces terroristes séduisent autant les jeunes vivant en Europe, aux Etats-Unis, en Russie, partout dans le monde, et pourquoi ces jeunes vont là-bas pour mourir. Un de nos députés, membre du Parlement, m'a demandé hier ce que je pensais de la proposition d'un groupe de députés d'instaurer la peine de mort pour les terroristes. Je lui ai répondu que, indépendamment des obligations européennes, ce serait le meilleur service à rendre aux terroristes car ils sont prêts à mourir. Ils n'ont pas peur de la mort. Ils considèrent la peine de mort comme une porte vers le paradis. Nous devons comprendre cette logique et faire quelque chose, il ne suffit pas d'envoyer des avions et des troupes au sol pour combattre ces fous.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Merci beaucoup. J'ai une question factuelle et une autre un peu moins factuelle pour vous. La question factuelle est la suivante : est-ce que je me trompe en disant qu'il y a 100 000 couples mixtes de Syriens et de Russes ? Est-ce vrai ?

Vitaly NAUMKIN, directeur scientifique de l'Oriental Studies Institute, membre de l'Académie des sciences russe

Oui, c'est exact.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

C'est un chiffre très important que peu de gens connaissent et qui explique certainement plusieurs faits géopolitiques. Mon autre question est la suivante. Vous dites que chaque pays a ses terroristes « préférés », pour ainsi dire, mais quand on se retrouve face à une situation d'une extrême complexité, il faut établir des priorités. Est-il vrai, du point de vue russe, de votre point de vue, que l'Etat islamique ou Daech représente une plus grande menace que d'autres groupes terroristes ?

Vitaly NAUMKIN, directeur scientifique de l'Oriental Studies Institute, membre de l'Académie des sciences russe

Non, je ne pense pas. Le Front al-Nosra représente une menace tout aussi importante du fait de son idéologie et de ses activités militaires ou terroristes. Ils sont très bien organisés et entraînés pour exporter leurs activités à l'étranger, et leurs liens avec Al-Qaida sont bien connus. C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui sont prêts à se montrer plus conciliants avec le Front al-Nosra, qui tentent de les convaincre de se séparer d'Al-Qaida et qui veulent les traiter comme une organisation plus modérée, ce qui est absolument inacceptable.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

L'absence d'accord sur les priorités constitue donc un problème faisant obstacle à la mise en place d'une coalition.

Vitaly NAUMKIN, directeur scientifique de l'Oriental Studies Institute, membre de l'Académie des sciences russe

Oui.